

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 645
du 21 septembre 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

Gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Tel est le « principe » de notre pays, posé par notre Constitution.

C'est l'article 3 de celle-ci qui permet aux Français, alors même qu'ils ne vivent pas sur le territoire national, de faire pleinement partie de la Nation.

Il pose également le principe selon lequel « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.* » Les Français de l'étranger élisent au suffrage universel (indirect) des sénateurs depuis 1958. Ils peuvent participer aux référendums depuis la fin des années 70. Ils choisissent des députés depuis 2012, car sont électeurs « *tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques* ». Qu'ils soient en France ou à l'étranger.

Nous exerçons donc bien la souveraineté nationale « *à travers nos représentants* », comme le reste du peuple français. Cela n'a pas toujours été le cas ; le maintien du lien national au delà des frontières, avec les droits qui y sont attachés, est une notion moderne, relativement récente. Napoléon, qui voulait « *étendre l'empire des lois françaises* » à travers le monde, a posé les premiers jalons de notre citoyenneté.

Ce dimanche, les 533 grands électeurs qui ont été élus en 2014 et cette année pour représenter, à différents échelons, les Français à l'étranger, choisiront 6 sénateurs.

À l'heure où la campagne électorale touche à sa fin, des rumeurs et attaques douteuses alimentent les messageries et les réseaux sociaux. Même si on peut estimer à la moitié du collège électoral ceux qui ont déjà voté par anticipation samedi dernier, rien n'est fait. Rappelons que la dernière élection sénatoriale, en 2014, s'est jouée à une seule voix.

Il est nécessaire de prendre un peu de hauteur. Élire est une immense responsabilité. Il faut, me semble-t-il, nous recentrer sur les seules vraies questions : qui choisir pour défendre les Français de l'étranger au Sénat, maison historique des Français de l'étranger et, au-delà, pour travailler avec l'Exécutif et l'administration ? Mais aussi quelle vision voulons-nous pour notre pays ? Qui choisir pour porter tel ou tel un projet politique ? Chacun doit voter en fonction de ses convictions propres.

Car si le titre des 6 sénateurs que nous choisissons ce dimanche est « représentant des Français établis hors France », il n'en reste pas moins que nous sommes des représentants de la Nation dans son ensemble, chargés d'exercer la souveraineté du peuple français, au même titre que tous les autres sénateurs et députés.

Au prochain numéro, nous présenterons le nouveau visage de la représentation au Sénat des Français de l'étranger. Bon vote !

Robert del Picchia

MONDE

À l'ONU, TRUMP et MACRON défendent deux visions du monde. Le président américain et son homologue français ont prononcé leurs premiers discours à la tribune des Nations unies. [Le premier a énuméré dans son discours les ennemis des États-Unis](#), a menacé de « *détruire totalement* » la Corée du Nord et a promis de faire passer « *l'Amérique d'abord* ». [Emmanuel MACRON a plaidé pour le multilatéralisme](#), la concertation entre les nations, le respect des accords - celui de Paris sur le climat ou celui de Vienne sur le nucléaire iranien -, et la primauté de l'action diplomatique pour résoudre les crises.

Les autres discours. Une trentaine d'autres dirigeants (Afghanistan, Guinée, Suisse, Slovaquie, Qatar, Lituanie, Zambie, Pologne, Guatemala...) se sont exprimés, développant leur vision du monde ou plaidant pour des dossiers géopolitiques les touchant directement. Le président turc, Recep Tayyip ERDOGAN, a réitéré son refus du référendum d'indépendance au Kurdistan irakien, prévu le 25 septembre, et a défendu l'envoi de troupes turques en Syrie. Faisant valoir l'une des préoccupations majeures de son pays, le Premier ministre israélien, Benyamin NÉTANYAHOU, a mis l'accent sur l'accord nucléaire iranien, estimant qu'il fallait « *le modifier ou l'abandonner* ». Au lendemain de sa 1^{ère} rencontre officielle avec M. NÉTANYAHOU, le président égyptien, Abdel Fattah Al-SISSI, sortant de son discours préparé, a appelé les Palestiniens à s'unir et « *à être prêts à coexister* » en paix avec Israël. De son côté, le président brésilien, Michel TEMER, a plaidé pour un élargissement du Conseil de sécurité.

Tensions autour du nucléaire iranien. Les signataires de l'accord de 2015 [se sont retrouvés à l'ONU](#), sans parvenir à sortir de l'impasse provoquée par la menace américaine de dénoncer le texte. Les chefs de la diplomatie américaine Rex TILLERSON et iranienne Mohammad Javad ZARIF se sont retrouvés dans la même pièce pour la 1^{ère} fois. La réunion, qui a duré plus d'une heure, a été « *difficile* », a confié une source. La cheffe de la diplomatie européenne Federica MOGHERINI, qui préside la commission du suivi, a souligné à l'issue de la rencontre que tous les participants étaient tombés « *d'accord pour juger que le texte est jusqu'ici respecté par tous* ». « *L'accord fonctionne* », a-t-elle martelé. « *Nous avons déjà une crise nucléaire, nous n'avons pas besoin d'une deuxième* », a-t-elle ajouté, en référence à la Corée du Nord, au cœur des préoccupations internationales.

Manœuvres près de la Corée du Nord. La Chine et la Russie ont commencé des manœuvres navales conjointes au départ du port russe de Vladivostok, près des eaux territoriales de la Corée du Nord. Les deux pays, qui ont voté la semaine dernière en faveur de nouvelles sanctions contre le régime nord-coréen, s'opposent au développement nucléaire et balistique de la Corée du Nord, mais souhaitent également que les États-Unis et la Corée du Sud cessent leurs exercices militaires conjoints.

32 ans après. Un tremblement de terre de magnitude 7,1 a secoué le centre du Mexique, dont la capitale, Mexico. Un bilan provisoire fait état d'au moins 230 morts et de plus de 4 millions de foyers et de commerces privés d'électricité. Une cinquantaine d'immeubles s'est effondrée. Des rescapés sont encore tirés des décombres. L'épicentre du séisme se trouvait à moins de 100 km de la capitale mexicaine, traumatisée par la catastrophe de 1985 qui a fait plus de 10.000 morts.

Maria à Porto Rico. L'ouragan, qui a causé la mort de 2 personnes (2 autres sont disparues) en Guadeloupe, a atteint l'île de Porto Rico et a tué 1 personne. Le gouverneur de cet État libre associé aux États-Unis, Ricardo ROSSELLO, a déclaré que cet ouragan était « *la tempête la plus dévastatrice du siècle ou de l'histoire moderne* » pour son territoire. Le Premier ministre de l'île de la Dominique, Roosevelt SKERRIT, a déclaré sur son compte Facebook que son île avait « *perdu tout ce qui pouvait être perdu* ». 7 personnes sont mortes. La République dominicaine est maintenant menacée.

Aung San Suu Kyi sort du silence. La prix Nobel de la paix 1991 et présidente du parti au pouvoir en Birmanie s'est déclarée « *prête* » à organiser le retour des près de 410.000 membres de la minorité musulmane rohingya qui ont fui au Bangladesh voisin depuis fin août [dans un discours retransmis à la télévision de son pays](#).

EUROPE

L'Europe a les yeux rivés sur l'Allemagne. Les résultats des législatives allemandes détermineront dans une large mesure le calendrier de la politique européenne. Nul ne doute de la victoire de la chancelière MERKEL, mais une percée des populistes de l'AfD, que certains sondages créditent de 12% des voix, leur permettrait de former un véritable groupe d'opposition, dans l'éventualité du maintien de la coalition gouvernementale avec les sociaux-démocrates.

Brexit : hémorragie d'emplois en perspective ? Reuters estime à 10.000 le nombre d'emplois qui pourraient quitter Londres, alors que près d'un million de personnes travaillent dans le secteur de la finance au Royaume-Uni. Cette estimation se fonde sur les dispositions prises par les entreprises pour faire face au Brexit. Des plans ont été transmis à la Banque d'Angleterre courant juillet. Près de la moitié des entreprises interrogées affirme que le Brexit aura des effets sur l'emploi.

Le divorce le plus cher de l'histoire. Theresa MAY devrait proposer ce vendredi de payer 20 milliards d'euros pour quitter l'UE. Elle semblait pourtant prête à verser 40 milliards cet été. C'était déjà loin des 100 milliards annoncés par certains à Bruxelles dans la foulée du référendum du 23 juin 2016, ou des 55 à 60 milliards d'euros ensuite évoqués par la Commission européenne, pour couvrir les engagements européens du royaume jusqu'en 2020, et parfois jusqu'en 2023.

3 suspects arrêtés après l'attentat de Londres. Un 3^e homme, de 25 ans, a été interpellé à Newport, au Pays de Galles. La police continue ses perquisitions à Hounslow et à deux adresses dans le comté du Surrey, au sud-est de Londres. 2 hommes, de 18 et 21 ans, avaient été arrêtés auparavant. L'attentat a fait 30 blessés dans le métro de Londres vendredi.

Le bras de fer se durcit entre Madrid et Barcelone. Alors que le gouvernement espagnol [a décidé d'empêcher par tous les moyens l'organisation](#), le 1^{er} octobre, du référendum d'autodétermination interdit par la justice, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Catalogne. La Commission européenne a fait savoir qu'elle reconnaîtrait le résultat du scrutin.

Le nerf de la guerre. Madrid avait pris la main sur les finances catalanes, en coupant tous les fonds attribués à la région, à l'exception de la Santé, de l'Éducation et de la Sécurité. Les fonctionnaires catalans seront désormais payés par l'Administration centrale, qui va également contrôler toutes les cartes bancaires du gouvernement autonome catalan.

Pour quelques pesetas de plus. En Espagne, des commerçants continuent à accepter l'ancienne monnaie, qui peut être changée en euro jusqu'en 2020. Les Espagnols posséderaient encore l'équivalent de 1,6 milliard d'euros en pesetas. Chaque mois, seul un petit million serait échangé à la banque centrale.

Nouvelle offensive de Budapest contre George SOROS. Le gouvernement hongrois a fait savoir qu'il prépare une nouvelle consultation populaire, la 3^e depuis 2015, dirigée cette fois contre le milliardaire américain, bête noire du premier ministre, Viktor ORBAN.

DIJSSELBLOEM reste. Le ministre néerlandais des Finances continuera à présider l'Eurogroupe jusqu'à la fin de son mandat, en janvier, malgré une débâcle électorale aux Pays-Bas. Les élections ont été douloureuses pour le Parti travailliste, dont est issu le ministre des Finances et président de l'Eurogroupe.

Allemagne-Turquie : l'ambassadeur allemand convoqué pour la 17^e fois. Les tensions ne cessent d'augmenter entre Berlin et Ankara. L'ambassadeur a été convoqué 2 fois en 3 jours.

Migrants : rebond mystérieux. Après l'annonce de la chute spectaculaire d'affluence cet été, un grand nombre de migrants se dirigent à nouveau vers l'Italie. La presse évoque la fin d'un accord avec une milice libyenne.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le gouvernement lâche du lest sur l'objectif d'économies en 2018. Dans un contexte de mécontentement contre les coupes budgétaires, [l'exécutif chiffre désormais ces dernières à 16 milliards d'euros](#) au lieu des 20 milliards annoncés jusque-alors.

Plan Logement. Le ministre de la Cohésion des territoires, Jacques MÉZARD, et son secrétaire d'État, Julien DENORMANDIE, ont présenté la « *stratégie* » du gouvernement. Il s'agit de mettre en place un « *choc de l'offre* » dans les territoires « *où le prix du logement s'est envolé* ». Le gouvernement s'engage en particulier à faciliter la construction dans les zones tendues (là où la demande est supérieure à l'offre) afin de faire baisser les loyers. Ce programme prévoit également plusieurs mesures de réduction des dépenses du ministère du Logement. Selon [Le Parisien, son budget](#), de 16,5 milliards d'euros en 2017, doit baisser de 18 % d'ici 2019.

La PMA peut-être pas pour 2018. [Marlène SCHIAPPA est revenue sur l'annonce](#) d'un élargissement de la procréation médicalement assistée à toutes les femmes dans les prochains mois. « *La PMA, ce n'est pas notre actualité, ce sera au moment des États généraux de la bioéthique* », soit fin 2018, annonce désormais la secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes.

« **Plus de fermeté et d'efficacité** ». Gérald DARMANIN, ministre de l'Action et des Comptes publics, fermera le Service de traitement des déclarations rectificatives (STDR) au 31 décembre prochain. « *Ce bureau a eu son utilité : plus de 50.000 demandes déposées pour plus de 32 milliards d'euros d'avoirs, 7,8 milliards d'euros recouverts. Il ne l'a plus* ». En perspective : l'entrée en vigueur de l'échange automatique d'informations bancaires, qui « *permettra à la France d'avoir des moyens puissants pour détecter les fraudeurs* ». Selon le ministre, Bercy va développer de nouveaux outils ainsi que son renseignement.

Nouvelles manifestations contre la réforme du code du travail. Les syndicats opposés à la mesure, CGT et Solidaires, battent à nouveau le pavé et appelaient à la grève ce jeudi, pour tenter d'infléchir la position d'un gouvernement résolu à mener son projet à terme. « *La démocratie, ce n'est pas la rue* », [a tranché le Président de la République, Emmanuel MACRON](#), depuis New York.

« **Salut à vous, les fainéants, les parasites de la République, (...) les 99% qui triment au royaume de l'argent, salut à vous qui créez toutes les richesses de ce pays par votre travail** » Pierre LAURENT avait promis un « *discours offensif* ». Il a tenu parole en clôture de la Fête de L'Humanité. Devant une foule clairsemée par la forte pluie, le secrétaire national du Parti communiste français [a largement attaqué la politique menée par le président de la République](#), Emmanuel MACRON.

PHILPPOT claque la porte. Le numéro 2 du Front national, rétrogradé au rang de vice-président sans attribution, pour avoir refusé de quitter la présidence de son association *Les Patriotes*, a annoncé qu'il « *quittait le FN* ». « *On m'a dit que j'étais vice-président à rien... Écoutez, je n'ai pas le goût du ridicule, je n'ai jamais eu le goût de ne rien faire, donc bien sûr je quitte le Front national.* »

Nouvelle chute. La popularité du Président de la République enregistre une chute de 14 points depuis le mois de juin, selon Odoxa pour l'Express. 44% des personnes interrogées estiment qu'Emmanuel MACRON est un « *bon président de la République* », alors qu'elles étaient 56% fin juin. 58% des Français estiment qu'il ne l'est pas (+15). Édouard Philippe connaît également une forte baisse (46% d'avis favorables, -11). Le ministre de la Transition écologique, Nicolas HULOT, reste en tête des personnalités politiques pour lesquelles les Français ont de la sympathie. À gauche, Jean-Luc MÉLENCHON devient la personnalité politique préférée (32% - stable). Près de 2 Français sur 3 ne souhaitent pas qu'Emmanuel MACRON dispose d'une majorité au Sénat. Mais 46% n'ont « *pas du tout* » entendu parler de ce scrutin...

PARLEMENT

Assemblée nationale

Pour « une culture commune ». À une semaine de l'ouverture de la session parlementaire extraordinaire, les députés du groupe de la majorité gouvernementale, La République en Marche (LREM), se sont réunis aux Docks d'Aubervilliers, pour un séminaire de rentrée. « *Pour repartir sur de bonnes bases* », après les débuts critiqués des « néodéputés ». Leur président, Richard FERRAND, les a encouragés à « *l'audace* » dans le contexte politique moins favorable. Après s'être livré à des « *petits jeux d'esprit start-up* », les députés ont travaillé « *de manière approfondie sur les grands textes* » de la rentrée. Plusieurs membres du gouvernement, dont le Premier ministre Édouard Philippe, ont participé à un dîner, durant lequel il a invité les députés à être « *sereins* », promettant de « *dérouler la politique* » sur laquelle ils se sont engagés.

Sénat

Dimanche 24 septembre : renouvellement de la moitié du sénat.

Lundi 2 octobre : élection du président du Sénat.

Mardi 3 : remise à la présidence des listes des membres des groupes parlementaires.

Mercredi 4 : élections des vice-présidents, questeurs et secrétaires du Sénat.

Jeudi 5 : constitution des bureaux des 7 commissions permanentes et de la commission spéciale.

Constitution de la commission des Affaires européennes et de son bureau. Conférence des Présidents.

Mardi 10 octobre : « *suite des travaux en séance plénière* »...

ÉCONOMIE & DÉFENSE

La Sécu va un peu mieux. Selon la Cour des comptes, qui estime dans un rapport le déficit de la Sécurité sociale à 7,8 milliards d'euros en 2016, contre 10,8 milliards d'euros en 2015, retrouvant ainsi son niveau d'avant la crise économique de 2008. Les magistrats chargés du contrôle de la dépense publique estiment toutefois que les améliorations sont « *fragiles et incomplètes* » et qu'un retour à l'équilibre de la branche maladie est « *une priorité majeure* ».

Hausse du minimum vieillesse. Plus de 433.000 personnes en bénéficiaient fin 2016. Il sera revalorisé de 30 euros en avril 2018, puis de 35 euros en 2019 et d'encore 35 euros en 2020. Emmanuel MACRON s'était engagé pendant la campagne présidentielle à augmenter de 100 euros cette allocation versée aux personnes de plus de 65 ans.

Décision « historique » de la Réserve fédérale américaine. Après 2 jours de réunion, [la « Fed » \(banque centrale\) a décidé de ne pas augmenter ses taux d'intérêt](#), mais de commencer à « *réduire son bilan* ». Sa présidente, Janet YELLEN, dont le mandat arrive à échéance au début de février 2018, poursuit ainsi le très lent retour à la normale de la politique monétaire après les mesures exceptionnelles prises dans la foulée de la grande crise financière de 2008.

Ryanair se plante. La compagnie aérienne a annulé près de 2.000 vols qui devaient avoir lieu d'ici fin octobre, soit 40 à 50 trajets par jour. Le directeur général, Michael O'LEARY, a reconnu la mauvaise gestion de l'entreprise ayant conduit à ces annulations : « *Nous nous sommes plantés dans l'organisation des congés annuels de septembre et octobre de nos pilotes* ». Cette série d'annulations entraîne jusqu'à 25 millions d'euros de pertes pour l'entreprise, dont près de 20 millions d'euros d'indemnités.

Vous payez comment ? Le nombre de transactions par carte bancaire a augmenté de 12,2% l'an dernier en l'UE pour un montant total de 2.900 milliards d'euros. La France est au-dessus de la moyenne : la carte bancaire y est utilisée pour 52,6% des transactions. Mais l'exception française reste le chèque : plus de 2,1 milliards signés dans l'Hexagone l'an dernier (10,2% des paiements), soit 70% de l'ensemble des chèques émis dans toute l'Union.

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

L'agresseur d'un militaire à Paris mis en examen. L'homme de 39 ans qui a attaqué sans le blesser, vendredi dernier, un soldat de l'opération Sentinelle en patrouille à la station de métro Châtelet, [doit répondre de « tentative d'assassinat sur personne dépositaire de l'autorité publique en relation avec une entreprise terroriste »](#). Il a été placé en détention provisoire.

40 millions d'esclaves. C'est l'estimation de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation internationale pour les migrations, avec l'ONG de défense des droits de l'homme Walk Free Foundation, dans une étude conjointe. Le rapport définit l'esclavage moderne comme le travail forcé, la servitude pour dette, les mariages forcés et le trafic d'êtres humains. [Le rapport sur les estimations mondiales sur le travail des enfants](#), réalisé par l'OIT, dénombre 152 millions d'enfants victimes, comprenant 64 millions de filles et 88 millions de garçons, soit près d'un enfant sur dix dans le monde.

La pilule ne passe pas. L'AFP a révélé que le [parquet de Paris avait classé sans suite en juin](#) l'enquête ouverte en janvier 2013 après plusieurs plaintes contre des fabricants de pilules contraceptives de troisième et quatrième générations et l'Agence nationale du médicament. L'avocat des plaignantes, qui s'estiment victimes des effets secondaires des traitements, a annoncé qu'il allait déposer plainte avec constitution de partie civile pour qu'un juge d'instruction poursuive l'enquête.

On respire mieux. Le Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air, chargé par le gouvernement de coordonner la surveillance de la qualité de l'air en France, a publié un rapport dans lequel [il note une « amélioration progressive » de la situation](#) due, selon lui, aux plans d'action mis en œuvre ces dernières années pour réduire les émissions polluantes. L'organisme affirme que « *les tendances à la baisse des niveaux de particules et des pics d'ozone se confirment, voire s'accroissent* ».

Monseigneur BARBARIN sera jugé. En avril 2018, pour non-dénonciation d'agressions sexuelles sur mineurs de la part d'un prêtre, le père Preynat. L'affaire avait été classée sans suite en août 2016, mais les plaignants l'ont faite rouvrir.

Le journaliste Loup BUREAU de retour en France. Après 51 jours de détention en Turquie, [le reporter](#) s'est dit « *très soulagé d'être revenu* », à sa descente de l'avion. Il s'est entretenu par téléphone avec le président français qui avait demandé à la fin du mois d'août sa « *libération rapide* » à son homologue turc. Il reste sous le coup de poursuites de la part de la justice turque.

CARNET ET NOMINATION

Philippe LEGLISE-COSTA serait nommé ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'UE à Bruxelles.

Bertrand LE TALLEC, ancien directeur de l'organisation et des systèmes d'information de Business France, a été nommé chef du service économique à Zagreb.

Pascal CONFAVREUX, conseiller technique diplomatie économique au cabinet du Premier ministre, occupera ces mêmes fonctions à l'Élysée.

Matthieu PHILIPPOT devient conseiller questions financières, budgétaires et économiques au cabinet de Nathalie LOISEAU au Quai.

Christophe QUENTEL, jusqu'alors chef de mission du Mexique, d'Amérique centrale et des Caraïbes au Quai, devient chef de la mission pour l'anticipation et les partenariats au Centre de crise et de soutien.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr